

N'AYEZ PAS PEUR, NOUS Y ARRIVERONS !

Jacques Delors | *président fondateur de Notre Europe - Institut Jacques Delors*

Jacques Delors est intervenu le 15 juin 2013 en tant que « Grand Témoin » lors du Forum des progressistes européens organisé à Paris par le Parti socialiste, la Fondation Jean Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes. Son discours s'est articulé autour de trois éléments clés : mettre l'Europe à la relance, instaurer une coopération renforcée pour l'UEM et ne pas oublier la Grande Europe.

Chers amis, chers camarades, Mesdames, Messieurs,

Les socialistes européens abordent la ligne droite qui va nous mener aux élections pour le Parlement européen, dans une compétition démocratique avec les autres forces européennes. Serons-nous prêts ? C'est la raison de cette rencontre et de bien d'autres : il faut forger nos analyses pour convaincre les *anti* et rallier les sceptiques, pour aussi montrer que nous associons les annonces et les réalités. D'autant que nous avons trois adversaires dangereux, qui ne participent pas à ce débat démocratique. Le premier adversaire est le marasme économique et social - dont les camarades ont parlé, chacun avec son sentiment, son intuition, son analyse de son pays -, qui a des conséquences tragiques, on l'oublie toujours, pour des millions d'Européens. Second adversaire : l'image d'une Europe punitive, extérieure au peuple en quelque sorte. On a l'impression que chaque délégation va, chacune à son tour, aller voir un vilain professeur, sourcilieux, méchant par moment, qui va lui dicter ce qu'il faut faire. Cela heurte le patriotisme des Européens mais aussi celui des anti-Européens. Enfin, troisième adversaire : le populisme, qui se nourrit bien sûr de la mondialisation, devenue un véritable croquemitaine, mais aussi des conséquences des plans d'assainissement économiques et financiers.

La confiance dans la capacité de l'Europe de relever ce défi n'est pas là. En ne réagissant pas avec la force et la promptitude nécessaires, les dirigeants européens nous font passer à côté d'une grande chance de faire revivre l'idéal européen. Pour ce faire, je vais vous proposer trois pistes de réflexions et d'actions, qui m'apparaissent vitales, sans revenir sur les analyses justes, qui constituent le fondement même de ma réflexion, et dont vous venez d'en entendre certaines. Première proposition : mettre l'Europe à la relance ; deuxième proposition : reconstruire l'Union économique et monétaire et, troisième, ne pas oublier l'Europe des Vingt-Huit, car la

crise de l'euro a occulté la Grande Europe, ce qui a des conséquences très importantes et très négatives sur la façon dont se parlent les pays de l'euro et les autres.

1. Mettre l'Europe à la relance

Soyons honnêtes et francs, avec nous-mêmes mais aussi avec les Européens : quand les gouvernements font des bêtises, les peuples payent les pots cassés - en français, on dit « les peuples trinquent ». C'est ainsi que l'on peut mieux mesurer aujourd'hui, et c'est très négatif pour l'Europe, les failles, ou les « couacs » de la Troïka : je vous renvoie pour cela au rapport du Fonds monétaire international. Si l'on avait suivi la solution classique, à savoir la restructuration, pour la Grèce notamment, elle aurait été obligée de quitter l'Europe, l'Union économique et monétaire, et d'autres après elle. Nous devons en tirer une leçon de morale politique : que nous le voulions ou non, nous sommes solidaires entre nous, plus encore avec une monnaie unique qu'avec un marché unique. Un marché unique, ce sont notamment des règles de concurrence, mais la monnaie unique, c'est autre chose. Je crois même que l'on a sous-estimé la gravité d'un projet européen qui touche les citoyens, puisque la monnaie, ils l'ont dans leur poche. Avec la monnaie, ils mesurent leur niveau de vie, ils mesurent un peu la place de leur pays en Europe. C'est pourquoi on a bien fait de ne pas opter pour la restructuration, qui était la solution classique, ou la dévaluation, ce qui aurait mené la Grèce encore en-dessous de son niveau de vie actuelle. Mais il faut bien retenir une chose : la solidarité est encore plus forte lorsque l'on a une monnaie commune que lorsque l'on a simplement un marché unique, et je ne parle pas des conséquences pratiques de la solidarité mais du principe.

Il faut aussi souligner la responsabilité morale et politique de l'Eurogroupe. En août 2011, je disais : « l'euro est au bord du gouffre ». Comment se fait-il que cet Eurogroupe ait, pendant des années, ignoré les errements de certains

gouvernements et de certaines banques ? Comment se fait-il que le président de la Banque centrale, si soucieux d'orthodoxie, n'ait pas tiré la sonnette d'alarme ? Il était évident que, dans certains pays, la conjugaison de la faiblesse des taux d'intérêt et d'une protection de la monnaie amenait des facilités qui nous ont conduits à ce que vous savez. J'en ai tiré deux conclusions.

La première, c'est qu'il ne suffit pas d'accabler les Grecs, les Portugais, les Espagnols ou les Irlandais ; il faut se dire que ceux qui nous ont gouvernés à cette époque ont manqué à leurs devoirs essentiels. En effet, ils ne se sont occupés, de 1999 à 2002, que de la monnaie et ont complètement oublié la jambe économique de l'Union économique et monétaire. Si vous lisez le rapport dit « Delors » – je suis obligé de me citer – on mettait bien l'accent sur les deux : la nécessité, à côté de la monnaie, d'avoir une coopération économique. Et si cette coopération économique avait été instaurée, je ne crois pas que les ministres des Finances auraient eu les yeux assez fermés pour ne pas se rendre compte que ça ne marchait pas.

Ma deuxième conclusion concerne l'impératif d'une zone monétaire : l'interdépendance commande que l'Eurogroupe vienne à l'aide des pays sinistrés parce qu'il est en partie responsable. Il ne s'agit pas de prendre l'argument de ceux qui disent : « seule l'Europe est responsable », ou de mettre des moustaches à Mme Merkel. Non, ce serait déplacé et injuste. Mais il faut quand même se rendre compte que l'Eurogroupe est responsable. Il n'a agi qu'avec retard, d'où la mauvaise image que nous en avons maintenant dans le monde entier. Donc je le répète, la rigueur passe par les États membres, et je ne parle pas des modalités selon les pays, qui peuvent d'ailleurs être discutées. On peut d'ailleurs les discuter. Mais le devenir de l'Union économique et monétaire est de tracer le chemin de l'espoir, en d'autres termes celui de la relance. Or, que voit-on ? Un décalage dans le temps : la rigueur est en action alors que la relance, comme « Sœur Anne », je ne la vois pas venir. C'est une question de volonté politique.

J'espère que le Parlement européen renversera l'effet négatif produit par le budget pluriannuel. Quand on l'examine tel qu'il est proposé actuellement, comment voulez-vous que l'on croit que l'Europe est le chemin de l'espoir, que les bases sont là pour la relance de la croissance ? Et qu'en est-il aussi de l'efficacité ? Cela m'amènera d'ailleurs à vous dire tout à l'heure que l'Union économique et monétaire est devenue ingérable et incompréhensible. On peut s'interroger aussi sur l'efficacité du fonctionnement du Conseil et de la Commission ? Les 120 milliards du plan de relance demandés par François Hollande, où en sont-ils, qui s'en occupe ? Quel gouvernement national

accepterait de mettre des semaines et des semaines à mettre au point quelque chose décidé par le Conseil européen ? Le constat est simple : l'Union économique et monétaire, quelle que soit son orientation, ne fonctionnera pas si, après l'effet d'annonce, il faut attendre des mois pour bénéficier des conséquences pratiques. C'est une question de gouvernement, de simplicité même et d'efficacité.

Bien entendu, je ne dis pas que la crise de l'euro est au cœur du problème – à mon avis c'est la crise financière mondiale qui y est – mais l'euro n'a pas offert une structure assez forte pour y résister ou pour prendre des mesures en temps utile. On a traîné de 2008 à 2012. Certains d'entre vous ont dit : « Mais les idées néo-libérales sont toujours aussi dominantes ». Je ne le crois pas : une certaine conscience internationale a quand même permis de réagir et la contamination n'est pas venue jusqu'à Bruxelles. Quand je lis certains documents de Bruxelles, j'ai l'impression que si le salarié accepte d'être plus mobile, de baisser son salaire et d'être soumis à des modalités plus souples pour être mis au chômage, le système est sauvé. Mais ce n'est pas possible d'accepter des argumentations aussi simplistes qui oublient bien des composantes d'une économie dynamique. La bataille idéologique, politique et économique n'est donc pas terminée pour faire comprendre que les choses sont plus compliquées que cela. Imaginez que certaines personnes aient dominé le monde après la guerre et qu'elles aient fait triompher ces idées, nous n'aurions pas de système de *Welfare*, de Sécurité sociale. Nous aurions déjà connu des crises très graves car sur le plan économique, le système de Sécurité sociale est le contrepoids aux difficultés de l'économie. Fort heureusement, ceux qui ont fait depuis tant de misères au monde n'étaient pas encore nés. J'ai parlé avec eux, parce que je ne suis pas dogmatique, j'ai essayé de les comprendre. Je leur ai dit : « Vous me dites que vous créez de la valeur, expliquez-moi ça ». Ils m'ont fourni des explications embrouillées et je leur ai dit : « Oui, ça c'est le cours de bourse, on l'a compris ». Comme disait le général de Gaulle, on ne fait pas de la « politique à la Bourse ou à la corbeille ». Le problème n'est malheureusement pas uniquement conjoncturel, il est aussi structurel. Durant cette période, où l'économie et le monétaire n'allaient pas ensemble en Europe, la compétitivité de plusieurs États membres s'est dégradée et l'écart structurel entre le Nord et le Sud s'est accru. C'est un problème très grave pour l'avenir car si des pays ont perdu la structure qui leur permet d'être compétitifs, compte tenu de leur personnalité et de leur place géographique, alors l'euro, quelles que soient les réformes, ne marchera pas. Par conséquent, la réforme de l'euro appelle notamment un grand effort d'aménagement

structurel pour que tous les pays puissent profiter de la monnaie unique.

2. Une coopération renforcée pour l'Union économique et monétaire

C'est pourquoi je propose une coopération renforcée pour l'Union économique et monétaire. Avant, j'appelais ça la « différenciation », un terme horrible et les gens devaient être sourds pour ne pas l'entendre. Il y a désormais une expression consacrée dans le traité, ça s'appelle la « coopération renforcée ». Elle présente deux avantages, pour qui veut bien se pencher sur cette question. D'une part, elle offre plus d'autonomie et de rapidité d'action à l'intérieur de la coopération renforcée, mais elle offre en même temps la garantie, pour les non membres, que les membres de la coopération renforcée respecteront intégralement le contrat de mariage des Vingt-Huit, c'est ça l'avantage. M. Genscher, en son temps, disait cela d'une manière plus simple : « Aucun pays ne peut forcer les autres à aller plus loin avec lui, mais aucun pays dans l'Europe ne peut empêcher certains d'aller plus vite, de façon à promouvoir le dynamisme ». C'est cela la coopération renforcée.

La responsabilité politique dans une coopération renforcée est fondée sur la souveraineté partagée. Si je suis Portugais, et que demain je reviens d'un Conseil européen ou d'une réunion de l'Eurogroupe, je pourrai dire que j'ai participé à la décision. Alors que pour l'instant, on a l'impression que la décision est prise soit par la Troïka, soit par le tandem franco-allemand - c'est-à-dire par l'entourage du président français et de la chancelière allemande, soit par « je ne sais quoi ». Est-ce cela la solution ? La souveraineté partagée, c'est autre chose : ce sont des modalités qui permettent à chacun de prendre en compte le sort commun. Je vous l'ai dit, une monnaie commune, c'est une ambition très grande, peut-être trop grande, mais puisqu'on l'a décidée, il faut la réaliser. Sur le plan institutionnel, c'est le Sommet de l'UEM (des chefs d'État et de gouvernement) et un Conseil de l'euro (les ministres responsables), avec une présidence permanente. On pourra m'objecter : « une présidence permanente, il y en a déjà trois. À quoi bon une quatrième présidence ? ». Je comprends que certains pensent qu'il faut peut-être trouver une autre solution, mais il faut une solution responsable. La Commission est gardienne de l'intérêt européen et dotée du droit d'initiative mais elle a pris congé de ce droit d'initiative, nous n'en parlons plus beaucoup. Il ne faut pas confondre pouvoirs d'exécution et pouvoir d'initiative. Enfin, il faut une responsabilité démocratique, fondée sur le Parlement européen. D'où la nécessité d'instance de consultation, voire plus, une

assemblée représentant les commissions économique et monétaire des parlements nationaux membres de l'UEM. Il ne peut pas y avoir de décision budgétaire, financière, sociale sans que les Parlements nationaux soient d'avantage associés, et cela doit être reconnu. La coopération renforcée, c'est donc la souveraineté partagée.

Dans ce contexte, un budget autonome de la zone euro est nécessaire, avec une super politique de cohésion. Pour permettre à la Grèce, au Portugal ou à l'Espagne de sortir de la crise, il faut leur donner les moyens de reconstruire une structure de production correspondant à leur localisation géographique. En effet, ces pays ont vu leurs structures de production se démembrer de telle sorte qu'elles ne peuvent pas faire face à ce monde en pleine révolution technologique, avec des concurrents importants. Il faut donc un fonds de cohésion à l'intérieur de l'Europe, pas un fonds de cohésion pour financer des déficits, mais pour permettre de financer de nouvelles structures de production.

L'UEM a également besoin d'un instrument de régulation économique, qui montrerait bien que l'économie et la monnaie sont liées, et bien entendu d'une union bancaire. Sans oublier une marche raisonnable vers l'harmonisation fiscale, en commençant par l'impôt sur les entreprises, qui est fondamentale dans le cadre d'une monnaie unique. Sur le plan social, il faut aussi amorcer l'harmonisation sociale que l'on peut concevoir de différentes manières, avec la relance du dialogue social au niveau européen.

Permettez à un catholique d'utiliser une expression qui ne vous plaira pas pour parler du dialogue social européen : c'est « la messe sans la foi ». Il faut absolument retrouver la motivation nécessaire, le sens du compromis dynamique. Il est inutile de faire des réunions pour rien, telles les réunions actuelles entre la présidence tournante de l'UE, la Confédération européenne des syndicats (CES) et Business Europe. Le traité de Maastricht prévoit que lorsque les partenaires sociaux se mettent d'accord, la Commission doit faire une proposition de directive. Il faut redonner son sens à la démocratie sociale et trouver un ou deux cas d'application rapides. Ce n'est pas facile en ce moment : c'est difficile pour la Secrétaire générale de la CES, Bernadette Ségol, à l'intérieur de son organisation ; c'est moins difficile du côté de Business Europe car pour eux, il n'y a pas besoin d'accords aux niveaux européen, national ou autre, tout doit se faire au niveau de l'entreprise. Mais le jour où l'on fera tout au niveau de l'entreprise, ce sera la fin du système social européen, la fin de toute cohérence. Donc, soyez les émissaires de la

coopération renforcée ! La moitié de vos dirigeants ne sachant pas ce que c'est, expliquez-leur !

3. Ne pas oublier la Grande Europe

Il ne faut pas oublier la Grande Europe et ses missions historiques. Nous sommes Vingt-Huit, avec la Croatie qui adhère le 1er juillet, et non simplement Dix-Sept. C'est un patrimoine à faire fructifier sur la base de trois principes : la compétition qui stimule, la coopération qui renforce, la solidarité qui unit. La solidarité passe notamment par la politique de cohésion, qui doit garder son sens et ne pas devenir une sorte de foire lors de la réunion de tous les gouvernements, chacun essayant d'obtenir un peu plus. Non, tout cela est ridicule ! Il faut que la Commission prenne ses responsabilités et soit le partenaire du développement des régions, quelle que soit par ailleurs leur situation.

La coopération, c'est le chaînon manquant, chacun le sait, je ne reviens pas là-dessus.

L'Europe, c'est aussi la paix et les moyens de la conforter, par le ralliement à un droit commun, avant que l'Europe ne perde de son crédit au niveau mondial. On parlait de l'organisation de l'Europe, en pensant au Mercosur en Amérique du Sud, même l'Asie s'en est un peu inspirée. Ce sont des pays qui restaient souverains mais qui décidaient de partager plus ou moins de souveraineté, et qui, dans le fond, acceptaient un droit commun. C'est cela qui nous a fait progresser. Malheureusement la crise de l'euro occulte ces exigences de la vie à Vingt-Huit. Il faut absolument y réfléchir, mais je n'ai pas toutes les données, ni toutes les solutions.

Europe influence ou Europe puissance ? Il y a les deux à la fois. Il ne faut pas sous-estimer l'Europe puissance, notamment en matière commerciale mais il ne faut pas non plus sous-estimer, l'Europe influence. C'est ce que disait admirablement Václav Havel : l'Europe n'a plus l'ambition de gouverner le monde, de diffuser ses valeurs partout, mais d'être reconnue comme elle est, d'être influente, par sa manière de vivre, de respecter les autres, de développer nos relations entre nous, comme

nous le faisons à l'intérieur de l'Europe. Relancer la Grande Europe, c'est un objectif essentiel pour redonner à cette Europe une vision qui soit conforme à son histoire, mais peut-être n'en n'êtes-vous pas tout à fait convaincus.

Parlons par exemple de la politique de l'environnement, ou de la Communauté européenne de l'énergie. Qu'est-ce que ça vous fait quand vous voyez chaque chef d'État européen aller voir Poutine pour obtenir un peu plus d'avantages pour son approvisionnement en gaz ? Est-ce que vous n'avez pas envie de tout casser, quand vous voyez que c'est cela l'image de l'Europe que nous diffusons ?

On a beaucoup parlé de la politique de voisinage, mais elle est essentielle. Tous les pays qui nous entourent nous regardent avec plus ou moins d'envie. Le récent accord entre la Serbie et la Bosnie est d'ailleurs dû à ce besoin d'Europe. Elle suscite donc encore de l'intérêt et même de l'attrait. L'Afrique est en train de changer radicalement : elle a un taux de croissance relativement élevé. Les Chinois jouent dans ce continent un rôle des plus importants. Mais nous, allons-nous continuer à vivre avec notre vieux programme ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) ? Ou bien va-t-on réfléchir à une coopération plus innovante et plus dense ? Cela nous permettrait à nous, les Européens, d'être présents en Afrique, à notre place, sans vouloir les gouverner, en oubliant les anciennes colonisations ? Cela est plus difficile dans certains pays, mais nous devrions quand même y arriver.

Tout ceci pour vous montrer que la Grande Europe a son avenir devant elle. Elle peut rayonner dans le monde, être influente, pas toujours puissante. Avec la reconstruction de l'UEM, elle est l'élément essentiel de l'avenir de notre continent.

Voilà ce que je voulais vous dire. Et je terminerai mon exposé en vous disant : « N'ayez pas peur, nous y arriverons ! ».

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • Notre Europe - Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Notre Europe - Institut Jacques Delors